



UN FONDS POUR LA CONSTRUCTION SCOLAIRE PERMET DE TIRER DES LEÇONS SUR LA MOBILISATION COMMUNAUTAIRE EN OUGANDA

Il y a presque dix ans, le gouvernement de l'Ouganda a instauré le Programme pour l'éducation primaire pour tous, conçu pour accroître la fréquentation des salles de classe et augmenter les taux d'alphabétisation et d'éducation dans l'ensemble du pays. En moins d'une décennie, la politique a produit des résultats considérables, multipliant par plus de deux le nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires (de 2.9 millions à 6.3 millions).

« Par voie de conséquence, le pays a été confronté à un manque de salles de classe », explique Zie Gariyo de l'*Uganda Debt Network* (« Réseau sur la dette de l'Ouganda »), une organisation de la société civile devenue active dans la surveillance des programmes locaux de dépenses. « Certains élèves étudiaient sous des arbres ou dans des édifices en construction! »

Pour répondre à cette demande croissante de salles de classe, un Fonds pour les structures scolaires a été instauré dans le budget national, offrant à chaque district des financements équivalents à 600,000 \$ pour construire de nouvelles écoles ou salles de classe.

Cependant, beaucoup de fonctionnaires locaux ne disposaient pas de l'expertise nécessaire à un programme de construction si ambitieux. La gestion de la construction et la surveillance financière se sont donc révélées être en soi un processus éducatif. Le potentiel de fraude était particulièrement inquiétant quand des rumeurs ont commencé à émerger à propos d'abus de pouvoir, d'hommes politiques locaux corrompus et de normes de construction dangereuses.

En 2002, l'*Uganda Debt Network* a lancé un réseau de groupes de surveillance communautaire dans les districts hors de la capitale pour surveiller les nouvelles dépenses relatives aux écoles, ainsi que d'autres services gouvernementaux. Le réseau a permis une meilleure organisation des citoyens, leur donnant les compétences pour demander aux fonctionnaires locaux des informations sur les dépenses et pour surveiller la qualité des constructions et des nouveaux services. Les groupes communautaires ont utilisé ces informations lors des audiences publiques parrainées par le programme, afin d'exprimer leurs préoccupations sur la faible qualité des travaux de rénovation, la disparition d'équipements et de biens, et la réalisation de dépenses incongrues.

« L'*Uganda Debt Network* a été informé qu'un entrepreneur en bâtiment du district de Katakwi au Nord-est de l'Ouganda avait réalisé une construction de trois bâtiments de salles de classe pour des écoles primaires sans respecter le processus normal de d'appel d'offres et réclamait qu'on le paie », rappelle Zie.

Les groupes communautaires locaux ont fait des recherches sur le projet et ont découvert que la qualité de la construction était inférieure aux normes. L'entreprise n'ayant pas respecté les procédures appropriées, la possibilité de corruption ne pouvait être exclue. L'*Uganda Debt Network* a alors adressé une pétition au Bureau du Premier ministre et au Ministre de l'Éducation et des sports pour qu'ils

mènent une enquête sur le travail de l'entreprise. Un rapport a conclu que le travail effectué était effectivement inférieur aux normes, révélant ainsi qu'une entreprise de construction avait été impliquée dans une affaire de corruption avec des fonctionnaires gouvernementaux locaux. L'UDN a ainsi pu prouver qu'il avait raison, et l'entrepreneur s'est vu refuser son paiement.

« Quand les ressources ne sont pas surveillées de manière appropriée », explique Zie, « il peut en résulter de la corruption gouvernementale, des toits arrachés aux écoles par les tempêtes, des salles de classe inachevées et des constructions avec des fissures aux murs et aux sols ».

Quand l'UDN a commencé pour la première fois à mettre en oeuvre ses efforts, beaucoup de fonctionnaires locaux étaient récalcitrants à fournir aux groupes communautaires des informations sur les dépenses, et leurs réponses aux préoccupations qui leur étaient présentées étaient lentes ou réticentes. Mais le travail des groupes communautaires a conduit à la mise en place de certaines pratiques : la publication des informations financières sur des panneaux d'affichage publics, la restitution par les fonctionnaires gouvernementaux des biens et possessions appropriés abusivement, la diminution de l'absentéisme des enseignants, et l'amélioration de la qualité des bâtiments scolaires. Au niveau national, l'information fournie par les groupes communautaires a également permis à l'UDN de défendre efficacement le renforcement des procédures de marchés publics et d'autres mesures pour améliorer la distribution de services.

L'*Uganda Debt Network* a continué de travailler avec les communautés pour surveiller les réalisations des gouvernements locaux, afin de s'assurer que les ressources sont allouées et utilisées de façon appropriée et que la corruption est rapidement dépistée puis stoppée. Gariyo rapporte fièrement: « le Système d'évaluation et de surveillance fondé sur la communauté conçu par l'UDN est le premier de son genre dans le pays qui permette une expression publique sur la qualité et la distribution des services publics. »

Créé en 1996 dans le cadre de la campagne pour l'allègement de la dette en Ouganda, l'*Uganda Debt Network* se concentre sur l'amélioration de la gouvernance et la réduction de la pauvreté en Ouganda, en surveillant la mise en oeuvre du budget aux niveaux locaux de gouvernement.

L'UDN prévoit d'utiliser les résultats de *l'Index 2006 sur le Budget Ouvert* du Projet Budgétaire International pour rendre la question de la transparence budgétaire plus importante aux yeux des fonctionnaires gouvernementaux, du parlement, et des citoyens en général.

L'*Index sur le Budget Ouvert* est disponible sur: <http://www.openbudgetindex.org>